



ERRATUM

**Sous-commission paritaire pour les services des  
aides familiales et des aides seniors de la Com-  
munauté française, de la Région wallonne et de  
la Communauté germanophone**

**CCT n° 154752/CO/318.01  
du 23/09/2019**

Correction dans les deux langues :

- A l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup> doit être corrigé comme suit :  
« La présente convention collective de travail  
s'applique aux travailleurs et aux employeurs des  
services qui ressortissent à la Sous-Commission  
paritaire pour les services d'aides familiales et  
aides seniors **de la Communauté française, de la  
Région wallonne et de la Communauté germa-  
nophone** et subventionnés par la Région wal-  
lonne. »
- A l'article 11, « Commission paritaire pour les  
services des aides familiales et des aides seniors »  
doit être remplacé par « **Sous-commission pari-  
taire pour les services des aides familiales et  
des aides seniors de la Communauté française,  
de la Région wallonne et de la Communauté  
germanophone** ».

Décision du

ERRATUM

**Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap**

**CAO nr. 154752/CO/318.01  
van 23/09/2019**

Verbetering in beide talen :

- Artikel 1, § 1 moet als volgt verbeterd worden :  
« Deze collectieve arbeidsovereenkomst is  
van toepassing op de werknemers en de werk-  
gevers van de diensten die deel uitmaken van  
het Paritair Subcomité voor de diensten voor  
gezins- en bejaardenhulp van de Franse Ge-  
meenschap, het Waalse Gewest en de Duitsta-  
lige Gemeenschap **en gesubsidieerd door het  
Waalse Gewest.** ».
- In artikel 11 moet « Paritair Comité voor de  
diensten voor gezins- en bejaardenhulp » ver-  
vangen worden door « **Paritair Subcomité  
voor de diensten voor gezins- en bejaarden-  
hulp van de Franse Gemeenschap, het  
Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeen-  
schap** ».

Beslissing van

26-08-2020

**Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors  
de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté  
germanophone**

---

**Convention collective de travail du 23 septembre 2019 octroyant une  
prime de fin d'année au personnel employé**

**CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION**

**Article 1**

§1. La présente Convention Collective de Travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des services qui ressortissent à la Sous-Commission Paritaire pour les services d'aides familiales et aides seniors et subventionnés par la Région wallonne.

*\* de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone*

§2. Pour l'application de la présente convention, il faut entendre par « travailleurs » le personnel employé masculin et féminin, à l'exception des aides familiaux et aides seniors, affecté à l'aide aux familles et aux personnes âgées.

**CHAPITRE II - OBJET**

**Article 2**

Une prime de fin d'année est octroyée au personnel employé tel que défini à l'article 1.

**CHAPITRE III - MONTANT DE LA PRIME**

**Article 3**

Le montant de la prime de fin d'année se compose d'une partie forfaitaire majorée d'une partie variable.

**Article 4**

§1. La partie forfaitaire est calculée conformément à l'application de l'article 5§2, 1) de l'arrêté royal du 23 octobre 1979 octroyant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge de la trésorerie, telle qu'elle a été modifiée par l'arrêté royal du 3 décembre 1987 (tel que calculé pour les Pouvoirs Publics Subordonnés).

Le montant de la partie forfaitaire de l'année considérée est obtenu en majorant la partie forfaitaire de l'année précédente d'un pourcentage variant en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Ce pourcentage est obtenu en divisant l'indice du mois d'octobre de l'année considérée par l'indice du mois d'octobre de l'année précédente. Ce pourcentage est calculé à quatre décimales.

Valeur partie forfaitaire pour l'année 2002 : 290,28 € bruts/ETP.

§2. En application de l'Accord cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2010-2011 du 24 février 2011, la partie forfaitaire est portée à 433,70 € bruts/ETP à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010.

§3. En application de l'Accord cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2018-2020 du 2 mai 2019, la partie forfaitaire est majorée de 380€ bruts par ETP et ce, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**§4.** La partie variable s'élève à 2,5% de la rémunération annuelle brute indexée du travailleur.

Par rémunération annuelle brute indexée, on entend le produit de la multiplication de la rémunération brute barémique indexée due aux travailleurs concernés pour le mois d'octobre de l'année considérée par douze mais à l'exclusion de toutes autres primes, suppléments ou indemnités.

**§5.** Les montants convenus dans les CCT signées par les fédérations ou les services s'ajoutent aux montants prévus à l'article 4 §1, 2, 3 et 4 de la présente CCT.

## CHAPITRE IV - CONDITIONS D'OCTROI

### Article 5

**§1.** Le montant total de la prime de fin d'année est octroyé au travailleur qui exerce une fonction impliquant l'exécution de prestations de travail complètes effectives ou assimilées et qui a ou avait bénéficié de son salaire complet pendant toute la période de référence telle qu'elle est définie à l'article 6.

**§2.** Les prestations de travail assimilées sont celles visées à l'article 41 de l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

### Article 6

La période de référence est la période allant du 1er janvier au 30 septembre inclus de l'année considérée. Chaque mois de travail effectif ou assimilé pendant la période de référence donne droit à un neuvième de l'allocation octroyée conformément aux dispositions de l'article 3.

On entend par mois, tout engagement ayant pris cours avant le seizième jour du mois.

### Article 7

**§1.** Lorsque le travailleur à temps plein ne peut bénéficier du montant total de la prime parce qu'il a été engagé ou qu'il a quitté l'établissement au cours de la période de référence, le montant de l'allocation est fixé au prorata de la durée des prestations de travail effectuées pendant la période de référence.

**§2.** Le travailleur à temps partiel acquiert les mêmes droits à l'allocation de fin d'année que le travailleur à temps plein. Le montant de l'allocation qui lui est accordé est toutefois calculé prorata temporis.

### Article 8

La prime de fin d'année n'est pas due aux travailleurs licenciés pour motif grave, ni pour des prestations de travail effectuées pendant une période d'essai à laquelle il a été mis fin, ni pour des prestations de travail effectuées dans le cadre d'un contrat d'étudiant.

### Article 9

Pour les travailleurs qui bénéficient déjà d'une prime de fin d'année au moins équivalente, ou d'un avantage équivalent, l'un ou l'autre étant :

- soit déjà fixé par une Convention Collective de Travail à la date de la signature de la présente convention ;
- soit fixé par une Convention Collective de Travail d'entreprise dans la période de 3 mois suivant la signature de la présente convention

seuls s'appliquent les montants octroyés en application de l'Accord cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2010-2011 du 24 février 2011 et de l'Accord cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2018-2020 du 2 mai 2019.

## CHAPITRE V - MODALITES DE PAIEMENT

### Article 10

§1. L'allocation de fin d'année est liquidée dans le courant du mois de décembre de l'année considérée.

§2. Pour 2019, le complément de 380€ bruts par ETP sera versé aux travailleurs pour autant que le gouvernement ait pris les dispositions nécessaires auprès de l'AVIQ permettant le versement aux services.

§3. Pour le paiement à partir de l'année 2020, une négociation aura lieu avant fin 2019 pour établir les modalités de paiement du complément de la prime de fin d'année payé aux travailleurs (complément tel que déterminé dans l'article 4 §3).

## CHAPITRE VI - DISPOSITIONS FINALES

### Article 11

Les partenaires sociaux s'engagent à avertir le Gouvernement de la Région wallonne de la bonne exécution de la présente convention collective de travail.

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être résiliée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois signifié par lettre recommandée à la poste adressée au Président de la ~~commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors~~. *sous - commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.*

Collectieve arbeidsovereenkomst van 23 september 2019 tot toekenning  
van een eindejaarspremie aan het bediendenpersoneel

## HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGBIED

### Artikel 1

§1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en de werkgevers van de diensten die deel uitmaken van het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Duitstalige Gemeenschap. *en gesubsidieerd door het Waalse Gewest.*

§2. Voor de toepassing van deze overeenkomst, moet men onder "werknemers" de mannelijke en vrouwelijke bedienden verstaan, met uitzondering van de gezins- en bejaardenhulpers, die werken in functie van de hulp aan gezinnen en bejaarde personen.

## HOOFDSTUK II. VOORWERP

### Artikel 2

Er wordt een eindejaarspremie toegekend aan het bediendenpersoneel, zoals bepaald in artikel 1.

## HOOFDSTUK III – BEDRAG VAN DE PREMIE

### Artikel 3.

Het bedrag van de eindejaarspremie bestaat uit een forfaitair gedeelte, verhoogd met een variabel gedeelte.

### Artikel 4

§1. Het forfaitaire deel wordt berekend conform de toepassing van artikel 5§2, 1) van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 3 december 1987 (zoals berekend voor de ondergeschikte openbare besturen).

Het bedrag van het forfaitaire deel van het beschouwde jaar wordt verkregen door het forfaitaire deel van het vorige jaar te verhogen met een percentage dat varieert in functie van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Dit percentage wordt verkregen door het indexcijfer van de maand oktober van het beschouwde jaar te delen door het indexcijfer van de maand oktober van het vorige jaar. Dit percentage wordt berekend tot op vier decimalen.

Waarde van het forfaitaire deel voor het jaar 2002: 290,28 € bruto/VTE.

§2. Met toepassing van de driedledige raamovereenkomst voor de Waalse privé non-profitsector 2010-2011 van 24 februari 2011 is het forfaitaire deel vanaf 1 januari 2010 verhoogd tot 433,70 € bruto/VTE .

§3. Met toepassing van de driedledige raamovereenkomst voor de Waalse privé non-profitsector 2018-2020 van 2 mei 2019 wordt het forfaitaire deel vanaf 1 januari 2019 verhoogd met 380€ bruto per VTE.

**§4.** Het variabele deel bedraagt 2,5% van het geïndexeerde bruto jaarloon van de werknemer. Onder geïndexeerd bruto jaarloon verstaat men het product van de vermenigvuldiging met twaalf van het geïndexeerde baremieke brutoloon dat aan de betrokken werknemers verschuldigd is voor de maand oktober van het beschouwde jaar, maar met uitsluiting van alle andere premies, toelagen of vergoedingen.

**§5.** De bedragen waarover een akkoord werd bereikt in de CAO's die werden ondertekend door de federaties of de diensten, worden bij de bedragen gevoegd die zijn bepaald in artikel 4 §1, 2, 3 en 4 van deze CAO.

## HOOFDSTUK IV. TOEKENNINGSVOORWAARDEN

### Artikel 5

**§1.** Het totale bedrag van de eindejaarspremie wordt toegekend aan de werknemer die een functie uitoefent die bestaat uit de uitoefening van daadwerkelijk gepresteerde of gelijkgestelde volledige arbeidsprestaties en die zijn volledige loon heeft of had ontvangen tijdens de hele referteperiode zoals die is bepaald in artikel 6.

**§ 2.** De gelijkgestelde arbeidsprestaties zijn deze zoals voorzien in artikel 41 van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie der loonarbeiders.

### Artikel 6

De referteperiode loopt van 1 januari tot en met 30 september van het jaar in kwestie. Elke effectieve of gelijkgestelde gewerkte maand tijdens de referteperiode geeft recht op een negende van de vergoeding toegekend volgens de bepalingen van artikel 3.

Onder maand wordt verstaan: elke verbintenis die is aangegaan vóór de zestiende kalenderdag van de lopende maand.

### Artikel 7

**§ 1.** Wanneer de voltijdse werknemer niet kan genieten van het totale bedrag van de uitkering omdat hij werd aangeworven of omdat hij het bedrijf heeft verlaten in de loop van de referteperiode, wordt het bedrag van de vergoeding vastgelegd in verhouding tot de duur van de geleverde arbeidsprestaties tijdens de referteperiode.

**§2.** De deeltijdse werknemer verwerft dezelfde rechten op de eindejaarstoelage als de voltijdse werknemer. Het bedrag van de toelage die hem wordt toegekend, wordt echter prorata temporis berekend.

### Artikel 8

De eindejaarspremie is niet verschuldigd aan de werknemers die worden ontslagen om dringende redenen en evenmin voor arbeidsprestaties die worden geleverd tijdens een proefperiode waaraan een einde werd gesteld, noch voor arbeidsprestaties die worden geleverd in het kader van een studentenovereenkomst.

### Artikel 9

Voor de werknemers die reeds een eindejaarspremie ontvangen die ten minste gelijkwaardig is of een equivalent voordeel, waarbij de ene of de andere:

- reeds werd vastgelegd in een collectieve arbeidsovereenkomst op de datum van de ondertekening van deze overeenkomst;
- reeds werd vastgelegd in een bedrijfscollectieve arbeidsovereenkomst in de periode van 3 maanden die volgen op de ondertekening van deze overeenkomst

zijn alleen de bedragen van toepassing die worden toegekend met toepassing van de driedelige raamovereenkomst voor de Waalse privé non-profitsector 2010-2011 van 24 februari 2011 en van de driedelige raamovereenkomst voor de Waalse privé non-profitsector 2018-2020 van 2 mei 2019.

## HOOFDSTUK V - BETALINGSMODALITEITEN

### Artikel 10

§1. De eindejaarstoelage wordt betaald in de loop van de maand december van het beschouwde jaar.

§2. Voor 2019 zal de aanvulling van 380€ bruto per VTE betaald worden aan de werknemers, voor zover de regering bij de AVIQ de nodige maatregelen heeft getroffen die de betaling aan de diensten mogelijk maken.

§3. Voor de betaling vanaf het jaar 2020 zal vóór eind 2019 een onderhandeling plaatshebben om de betalingsmodaliteiten te bepalen van de aanvulling van de eindejaarspremie die wordt betaald aan de werknemers (toelage zoals bepaald in artikel 4 §3).

## HOOFDSTUK VI - SLOTBEPALING

### Artikel 11

De sociale partners verbinden zich ertoe de regering van het Waals Gewest te informeren over de goede uitvoering van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2019.

Ze wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Ze kan door elk van de partijen worden ontbonden mits een opzeggingsperiode van drie maanden die via een ter post aangetekend schrijven wordt gericht aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp. *van de Franse Gemeenschap, <sup>sub</sup> het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.*